



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 23 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE DE VOLAILLE

75 RUE ETIENNE LENOIR
CS 86148
53000 Laval

Références : BC/PJ/2023 00498
Code AIOT : 0055301446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2023 dans l'établissement de la Société Nouvelle de Volaille, implanté 75, rue Etienne Lenoir - CS 86148 à Laval (53000). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE DE VOLAILLE
- 75 RUE ETIENNE LENOIR CS 86148 53000 Laval
- Code AIOT : 0055301446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 septembre 2015, pour l'exploitation d'un abattoir de volailles de 145 t/jour, d'un atelier de découpe de viande de volailles de 115 t/jour et d'un stockage de 4 500 kg d'ammoniac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autorisation,
- contrôle de l'accès,
- rétention des aires et locaux de travail,
- cuvette de rétention,
- rétention des stockage de déchets et de sous-produit,
- consommation,
- pré-traitement des effluents,
- rejet indirect,
- ammoniac - fonctionnement et sécurité,
- ammoniac - surveillance et personnel,

- ammoniac - accès - gardiennage,
- ammoniac - étude de dangers - incidents et accidents,
- ammoniac installation,
- ammoniac - sécurité - incendie,
- ammoniac - rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/09/2015, article Article 1
17	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20 et 15 (AP 22/09/2015)

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
28	Ammoniac - étude de dangers - incidents et accidents	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13 et 15
29	Ammoniac installation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7 et 8
30	Ammoniac - sécurité- incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 44, 45 et 46

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
3	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
13	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
14	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
16	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
20	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26 et 18 AP (22/09/2015)
21	Rejet indirect	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 28 et 19 (AP 22/09/2015)
25	Ammoniac - Fonctionnement et sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39 et 40
26	Ammoniac - Surveillance et personnel	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6, 9, 10 et 54
27	Ammoniac - accès - gardiennage	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21, 22 et 23
31	Ammoniac - Rétention	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non-conformité majeure lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2015, article Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation Société Nouvelle de Volailles est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté et du droit des tiers, à exploiter, 75, rue Etienne Lenoir à Laval, une unité d'abattage , découpe et transformation de volailles et ses annexes. La présente autorisation est octroyée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE, pour les caractéristiques ou volumes d'activités indiqués au regard ou sous réserve des prescriptions du présent arrêté : - 2210-1 et 3641 : Abattage d'animaux 145 t/j - 2221-1 et 3642-1 : préparation transformation (..) 115 t/j - 4735-1-a : Ammoniac 4500 kg - 2921-1-a : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air 3706 kW (...)
Constats : Dépassement de la quantité de stockage d'ammoniac conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 22/09/2015, stockage de 5000 kg. Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée: Tonnage abattage 2022: 121T/J Tonnage découpe 2022: 101T/J.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
Constats : Site clôturé, l'accès aux personnes se fait par un tourniquet au moyen d'un badge délivré par l'entreprise. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.</p> <p>Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.</p> <p>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.</p>
<p>Constats : Les eaux utilisées pour la désinfection des camions au niveau du rotolue sont récupérées par un regard puis pompées et stockées dans un container IBC 1000 L en attente de vidange vers le bassin de pré-traitement.</p> <p>Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p>Constats : Rétentions contrôlées sur les aires extérieures (aire de stockage de produits fermée près de l'atelier de maintenance, quai vif, nettoyage des camions), dans la salle des machines sur l'installation NH3, et au niveau de la tour aéroréfrigérante.</p> <p>Il n'y a pas de constat de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Retention des stockages de déchet et de sous-produit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.</p> <p>Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.</p> <p>Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.</p> <p>Constats : Les sous-produits sont récupérés dans les bennes destinées à l'entreprise PFC de Vaiges, entreposées dans des locaux fermés.</p> <p>Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20 et 15 (AP 22/09/2015)
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.</p> <p>Article 15 : Prélèvement des eaux.</p> <p>L'eau consommée par la Société Nouvelle de Volailles provient exclusivement du réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Laval et la consommation annuelle moyenne sera de 200 000 m3.</p> <p>Constats : Dépassement de la consommation d'eau annuelle pour 2022 : 207 841 m3 et de la consommation moyenne liée aux opérations d'abattage: 6,10 L/kg carcasse.</p> <p>Observations : L'augmentation de la consommation d'eau est liée au contexte sanitaire influenza aviaire, les normes de biosécurité ont été renforcées notamment le nettoyage désinfection des équipements et locaux. Par ailleurs, une baisse d'activité journalière d'abattage est observée en lien avec cette crise sanitaire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Pré-traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduares qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Rejet indirect

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 28 et 19 (AP 22/09/2015)
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de raccordement ; - les valeurs limites avant raccordement ; <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).</p> <p>Article 19 : Normes de rejets.</p> <p>Les valeurs à respecter, pour les rejets en eaux industrielles, sont indiquées ci-dessous :</p> <p>Débit maximum : 800 m³ /j - autosurveillance : Permanente</p> <p>Température : < 30 ° C - autosurveillance : 1 fois/semaine</p> <p>PH compris entre 6,5 et 8,5 - autosurveillance : 1 fois/semaine</p> <p>En cas de non conformité sur le paramètre température ou PH, celui-ci devra alors faire l'objet d'une mesure journalière jusqu'au retour à la conformité.</p> <p>Concentration Flux Auto surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES mg/l 1375 mg / l 1 100 kg / j 1 fois/ semaine - DBO5 mg/l 3125 mg / l 2 500 kg / j 1 fois/ semaine - DCO mg/l 3750 mg / l 3 000 kg / j 1 fois/semaine et 1 campagne d'analyse de 6 jours/mois - NTK mg/l 225 mg / l 180 kg/j 1 fois / mois - N total mg/l 315 mg / l 250 kg/j 1 fois / mois - Pt mg/l 37,5 mg / l 30 kg / j 1 fois / mois - Graisses mg/l 315 mg / l 250 kg/j 1 fois / mois <p>Constats : Les mesures sont régulièrement réalisées sur l'année 2022 (outil GIDAF). Ponctuellement dépassement du taux de matières en suspension (en mai et décembre, dépassement<20%) et débit (en juillet 826 m³/j).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Ammoniac - Fonctionnement et sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39 et 40
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement et sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation. L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et. en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans. Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements. Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive. Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.
Constats : Absence de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : Consignes d'utilisation et conduite à tenir en salle des machines. Consignes de sécurité affichées sur la porte de la salle des machines. Liste des équipements NH3 mise à jour, suivi, contrôle et maintenance réalisés par la société MATAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Ammoniac - Surveillance et personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6, 9, 10 et 54
Thème(s) : Autre, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.</p> <p>Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.</p> <p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.</p> <p>L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel.</p> <p>Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci.</p> <p>Cette formation doit notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur l'ammoniac ; - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ; - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ; - un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<p>Observations : Visite annuelle réalisée par la société MATAI.</p> <p>Liste des personnes habilitées et formées spécifiquement à l'ammoniac sous la responsabilité de M Marc DAUVERGNE également responsable de l'atelier maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Ammoniac - accès - gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21, 22 et 23
Thème(s) : Autre, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc.).</p> <p>L'installation doit être efficacement clôturée sur la totalité de sa périphérie à moins que le site lui-même ne soit clôturé. La clôture doit être facilement accessible depuis l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours).</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.</p>
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<p>Observations : L'accès au site SNV est limité aux personnes ayant un droit d'entrée (badge) et l'accès à la salle des machines est limité aux personnes habilitées NH3 (code d'ouverture de la porte).</p> <p>Fonctionnement de la maintenance en équipe nuit et jour, présence d'un gardien sur le site en permanence et astreinte assurée par la société MATAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Ammoniac - étude de dangers - incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13 et 15
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers - incidents et accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans.</p> <p>Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et doit faire l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit.</p> <p>Le responsable de l'installation prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'installation est placée sous la responsabilité d'une personne déléguée, l'administration ou les services d'intervention extérieurs disposent d'une assistance technique de l'exploitant ou des personnes qu'il aura désignées et aient communication de toutes les informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention en cas d'accident.</p> <p>Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit les installations où a eu lieu l'accident sans l'accord de l'inspecteur des installations classées et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.</p>
<p>Constats : La fiche "liste des incidents de fonctionnement" n'est pas utilisée pour les incidents mais pour les recharges et appoints en NH3 de l'installation.</p> <p>Absence de mise à jour de l'étude des dangers en lien avec l'augmentation de la capacité pour atteindre 5000 kg d'ammoniac dans l'installation.</p> <p>Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Ammoniac installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, Installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile, le sens de leur fermeture.
Constats : Détail des appoints d'ammoniac sur la fiche des incidents de fonctionnement, sans l'indication de la quantité totale dans l'installation. Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 44, 45 et 46
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail et l'inspection des installations classées.</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en tout lieu du site.</p> <p>Le réseau d'eau incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.</p> <p>Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau seront munis de raccords normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation, notamment à proximité des divers emplacements de mise en oeuvre ou de stockage de liquides du gaz inflammables. Ces équipements doivent être accessibles en toute circonstance.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.</p> <p>Dans les installations où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds. sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.</p> <p>Le matériel électrique utilisé doit être approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique. les courants de circulation et la foudre. Si l'installation ou l'appareillage conditionnant la sécurité ne peuvent être mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale, l'exploitant s'assurera de la disponibilité de l'alimentation électrique de secours et cela particulièrement à la suite de conditions météorologiques extrêmes (foudre. températures extrêmes, etc.).</p> <p>Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables.</p> <p>Dans les zones définies sous la responsabilité de l'exploitant où peuvent apparaître des atmosphères explosives de façon accidentelle, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>L'éclairage de secours et les moteurs de la ventilation additionnelle restant sous tension doivent être conçus conformément à la réglementation en vigueur. '</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées après leur installation ou modification. Un contrôle doit être effectué par un organisme agréé tous les trois ans au moins. Cet organisme doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : Absence de commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie dans la salle des machines.</p> <p>Armoire électrique non pourvue de protection contre l'incendie.</p> <p>Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Observations : Contrôle annuel des installations électriques par la société APAVE, les interventions sont ensuite réalisées par la société SPIE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Ammoniac - Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir; - 50% de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet